

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Consultation n°2026/07

**Maintenance d'un scanner IBML
ImageTrac 6400**

SOMMAIRE

Partie 1 – Description du marché

- Article 1. Parties contractantes
- Article 2. Pièces contractuelles
- Article 3. Objet du marché
- Article 4. Forme du marché
- Article 5. Durée du marché
- Article 6. Délais d'exécution

Partie 2 – Prix et modalités de paiement

- Article 7. Forme du prix
- Article 8. Avances
- Article 9. Acomptes
- Article 10. Révision du prix
- Article 11. Modalités de règlement
- Article 12. Délais de paiement
- Article 13. Intérêts moratoires
- Article 14. Cession ou nantissements

Partie 3 – Intervenants

- Article 15. Personnes nommément désignées
- Article 16. Sous-traitance

Partie 4 – Modalités particulières d'exécution des prestations

- Article 17. Bons de commande
- Article 18. Lieux d'exécution des prestations
- Article 19. Règles de sécurité
- Article 20. Plan de prévention
- Article 21. Clause environnementale
- Article 22. Règles relatives au transport et à la livraison
- Article 23. Règles relatives à la maintenance
- Article 24. Prestations supplémentaires

Partie 5 – Pénalités

- Article 25. Pénalités

Partie 6 – Autres articles

- Article 26. Documents à produire par le titulaire
- Article 27. Protection des données personnelles

Partie 1

Description du marché

Article 1 – Parties contractantes

Le présent marché est conclu entre :

- **Union pour le Recouvrement des cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales d'Ile de France (Urssaf Ile de France)**, représentée par son directeur, ou son délégataire habilité, ci-après « l'URSSAF IDF ».

Adresse postale : 22/24 rue de Lagny - 93100 Montreuil

Comptable assignataire : Monsieur le Directeur comptable et financier de l'Union pour le Recouvrement des cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales Ile de France.

et

- **L'entreprise titulaire du marché**, dénommée « le Titulaire ».

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement, représenté par son mandataire.

Article 2. Pièces contractuelles

L'URSSAF IDF est un pouvoir adjudicateur au sens du code de la commande publique. Le code de la commande publique s'applique pour l'exécution du présent marché.

Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) Fournitures courantes et services de l'URSSAF IDF dans sa version de septembre 2021 s'applique pour l'exécution du présent marché.

Les pièces contractuelles et leur ordre de priorité sont ceux fixés par l'article 1 du CCAG-FCS de l'URSSAF IDF.

Article 3. Objet du marché

Les articles du présent marché concernent des prestations de maintenance préventive et curative d'un scanner IBML ImageTrac 6400 dont les conditions d'exécution sont décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

Article 4. Forme du marché

Les prestations feront l'objet :

- ☐ d'un marché ordinaire
- ☒ d'un accord-cadre
- ☐ d'un marché ordinaire et d'un accord-cadre

Le marché est conclu :

- ☒ avec un seul opérateur économique
- ☐ avec plusieurs opérateurs économiques

En application des articles R. 2162-2 et R. 2162-3 du code de la commande publique, la partie accord-cadre donnera lieu à :

- ☒ l'émission de bons de commande
- ☐ la conclusion de marchés subséquents
- ☐ un accord-cadre mixte avec une partie à bons de commande et l'autre partie à la conclusion de marchés subséquents

En application de l'article R. 2162-4 du code de la commande publique, le marché est conclu :

- ☒ sans minimum
- ☐ avec un montant minimum

Le montant maximum du marché est de 100 000.00 € HT sur la durée totale du marché.

Article 5. Durée du marché

Le présent marché est conclu pour une durée initiale de douze (12) mois à compter du 27 juin 2026 ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure au 27 juin 2026.

Le présent marché peut faire l'objet d'une (1) prorogation tacite, pour une période de douze (12) mois, sans que sa durée totale n'excède deux (2) ans.

Dans l'hypothèse où l'une des parties ne souhaite pas proroger le marché, il en informe l'autre partie par décision expresse au moins trois (3) mois avant la date d'échéance de la période contractuelle en cours.

Article 6. Délais d'exécution des prestations

Pour les prestations du marché ordinaire, les délais d'exécution sont fixés dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

En cas de non-respect des délais indiqués dans le CCTP ou sur les bons de commande, l'URSSAF IDF pourra appliquer les pénalités prévues à l'article 32.1 du CCAG-FCS de l'URSSAF IDF.

Partie 2

Prix et modalités de paiement

Article 7. Prix

Le présent marché est conclu à prix :

- ☐ Forfaitaire ;
- ☐ Unitaire ;
- ☒ Mixte :
 - ✓ **Une partie à prix forfaitaire** pour les prestations d'entretien préventif,
 - ✓ **Une partie à prix unitaire** pour les autres prestations du marché :
 - Les interventions de maintenance curative feront l'objet d'un devis précisant les pièces détachées nécessaires et sur la base des coûts horaires précisés dans le Bordereau de prix
 - Les achats de consommables feront l'objet d'un devis sur la base des tarifs catalogue du titulaire

Les prix du présent marché sont définitifs et :

- ☐ Fermes et actualisables ;
- ☒ Révisibles

Article 8. Avances

Pour le versement de l'avance, il est fait application de l'option A de l'article 5.1 du CCAG-FCS.

L'avance est remboursée au prorata de l'avancement des prestations.

Le remboursement de l'avance débute :

- ✓ pour les prestations de la partie forfaitaire : lorsque le montant total des prestations exécutées atteint 65% montant toutes taxes comprises du forfait annuel.
- ✓ pour la partie à prix unitaire : lorsque le montant total des prestations exécutées atteint 65% du montant toutes taxes comprises des prestations objet du bon de commande

Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises du marché ou du bon de commande concerné.

Article 9. Acomptes

Pour le prix forfaitaire, les acomptes sont versés mensuellement, dans les conditions de l'article 5.2 du CCAG-FCS de l'URSSAF IDF.

Le montant de chaque acompte correspond au douzième du montant du forfait annuel.

Si la durée d'exécution des prestations est inférieure à un (1) mois, un *prorata* sera appliqué au montant mensuel. Un mois correspond à 30 jours.

Les éventuelles pénalités ou réfections sont retenues sur le montant des acomptes.

Article 10. Révision du prix

Les prix du marché sont révisés annuellement.

Les prix du marché sont réputés établis aux conditions économiques correspondant au mois de remise des offres. Ce mois est appelé mois zéro (M0).

Les prix sont révisés à la date anniversaire du marché, par application de la formule suivante :

$$P = P_0 (0,20 + 0,80 \times \frac{\text{Index } (n)}{\text{Index } (0)})$$

Formule dans laquelle :

- ✓ P = prix révisé
- ✓ P₀ = prix contractuel du marché
- ✓ Index = L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index SYNTEC respectivement au mois zéro et au mois n

Le mois n retenu pour chaque révision sera le dernier indice connu à la date de révision.

Le calcul du montant révisé des prix est effectué par le titulaire.

Ce dernier produit les pièces qui permettent de justifier du calcul de cette révision à l'URSSAF IDF.

Les demandes de paiement sont présentées en incluant l'effet de la révision des prix.

Article 11. Modalités de règlement

11.1 Date de présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement sont présentées après exécution complète des prestations et l'admission de celles-ci par l'URSSAF IDF.

Les prestations de maintenance préventives feront l'objet d'une demande de paiement trimestrielle à terme échu

11.2 Modalités de présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement sont présentées dans les conditions visées par l'article 5.5 du CCAG-FCS de l'URSSAF IDF.

Les demandes de paiement doivent impérativement être transmises de manière électronique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

11.3 Modalités de règlement

Les sommes dues seront réglées par virement bancaire. L'unité monétaire de paiement est l'euro.

Les retenues dont le titulaire serait redevable au titre des pénalités, seront déduites du montant HT de la facture.

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement est Monsieur le Directeur de l'URSSAF IDF.

Le comptable assignataire des paiements est le directeur comptable et financier de l'organisme.

Article 12. Délai de paiement

Le délai de paiement est de trente (30) jours à compter de la réception de la demande de paiement.

Lorsque la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes, le délai de paiement peut être interrompu dans les conditions visées par les articles R. 2192-27 et suivants du code de la commande publique.

Article 13. Intérêts moratoires

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont dus au titulaire par l'URSSAF IDF.

Les intérêts moratoires sont calculés par application de la formule suivante :

$$IM = [(Taux IM) \times M] \times [J \div 365]$$

Dans laquelle :

- ✓ IM : montant des intérêts moratoires
- ✓ Taux IM : taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage
- ✓ M : montant TTC de la demande de paiement
- ✓ J : nombre de jours entre le lendemain de la date limite de paiement et la date de mise en paiement

En complément, en cas de retard de paiement, l'URSSAF IDF sera de plein droit débiteur auprès du titulaire du marché de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 euros, conformément aux dispositions du code de la commande publique.

En cas de désaccord sur le montant d'un acompte ou du solde, le paiement est effectué dans les délais fixés aux articles R. 2192-10 et R. 2192-11 du code de la commande publique sur la base provisoire des sommes admises par l'URSSAF IDF. Lorsque les sommes ainsi payées sont inférieures à celles qui sont finalement dues au créancier, celui-ci a droit à des intérêts moratoires calculés sur la différence.

Article 14. Cession ou nantissements

Le présent marché peut faire l'objet de cession ou de nantissement de créances conformément aux dispositions des articles R. 2191-45 à R. 2191-62 du code de la commande publique.

Partie 3

Intervenants

Article 15. Personnes nommément désignées

Dès la signature du marché, le titulaire du marché désigne et communique à l'URSSAF IDF :

1. **Les coordonnées complètes de l'interlocuteur privilégié**, à savoir complètes ses prénom, nom, titres et coordonnées professionnelles complètes (courriel, adresse postale, numéro de téléphone fixe et portable).

L'interlocuteur privilégié est le représentant du titulaire auprès de l'URSSAF IDF pour toute la durée du marché.

Cette personne dispose des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires pour engager le titulaire.

Cette personne assure notamment le suivi régulier des prestations du marché.

2. **Les noms, prénoms et titres professionnels des membres de l'équipe dédiée à l'exécution des prestations.**

Article 16. Sous-traitance

Les règles relatives à la sous-traitance de l'article 2.6 du CCAG-FCS de l'URSSAF IDF sont applicables.

Partie 4

Modalités particulières d'exécution des prestations

Article 17. Bons de commande

Les prestations forfaitaires préventives font l'objet d'un bon de commande émis par année d'exécution.

Les prestations d'interventions curatives et les achats ponctuels de consommables font l'objet d'un bon de commande émis à la survenance du besoin.

Article 18. Règles relatives au transport et à la livraison

Les livraisons sont effectuées dans les conditions prévues par l'article 11 du CCAG-FCS de l'URSSAF IDF.

18.1 Lieu de livraison

L'adresse de livraison est celle de nos magasins généraux :

Urssaf Ile de France
121-123 rue Marceau
93100 Montreuil.

18.2 Vérification quantitative et qualitative

Les opérations de vérification quantitative ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée et la quantité indiquée au marché.

Les opérations de vérification qualitative ont pour objet de contrôler la conformité des fournitures livrées.

Par dérogation à l'article 13 du CCAG-FCS, l'URSSAF dispose de 15 jours calendaires pour procéder à ces vérifications.

Si l'URSSAF IDF n'a pas notifié d'opposition dans ce délai, les livraisons effectuées sont réputées admises.

Article 19. Plan de prévention

Le titulaire établit un plan de prévention qui est remis à l'URSSAF IDF au maximum trente (30) jours après la signature du marché.

Ce plan de prévention précise :

- ✓ Les mesures prévues pour intégrer la sécurité à l'égard des principaux risques connus par le personnel tant dans les modes opératoires lors de leur définition que dans les différentes phases d'exécution des prestations. Il décrit en particulier les moyens de prévention concernant, d'une part, les chutes de personnel et de matériaux.
- ✓ Les mesures concourant à une bonne hygiène de travail.

Le plan de sécurité est tenu à jour par le titulaire qui doit en signaler les modifications à l'URSSAF IDF.

A cet effet, le titulaire informe son personnel qu'il doit prendre connaissance des « consignes particulières du site » auprès du responsable de sites.

Article 20. Prestations similaires

En application des dispositions de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, l'URSSAF IDF se réserve la possibilité de confier aux titulaires la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché.

A cet effet, une procédure sans publicité ni mise en concurrence sera engagée. La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la signature du présent marché.

Partie 5

Pénalités

Article 21. Pénalités

Les pénalités peuvent être appliquées au titulaire par l'URSSAF IDF dans les conditions prévues du CCAG-FCS de l'URSSAF IDF.

En complément, les pénalités suivantes sont applicables, sans mise en demeure, préalable, par dérogation à l'article 32 du CCAG FCS :

21.1 Pénalités pour non-respect du délai de prise en compte d'une demande de support

Si le titulaire méconnaît ses obligations en matière de délai de prise en compte d'une demande de support, l'URSSAF IDF peut appliquer la pénalité suivante :

Pénalité forfaitaire de 50 euros par heure de retard constatée

21.2 Pénalités pour non-respect du délai d'intervention

Si le titulaire méconnaît ses obligations en matière de délais d'intervention en cas d'un dysfonctionnement nécessitant une intervention sur site, l'URSSAF IDF peut appliquer la pénalité suivante :

Pénalité forfaitaire de 50 euros par heure de retard constatée

21.3 Pénalités pour non-respect du délai de remise à disposition

Si le titulaire méconnaît ses obligations en matière de délai de remise à disposition du matériel sans qu'une solution de back up ne soit proposée, l'URSSAF IDF peut appliquer la pénalité suivante :

Pénalité forfaitaire de 50 euros par heure de retard constatée

Partie 6

Autres articles

Article 22. Résiliation

Les modalités de résiliation du présent marché sont celles de l'article 34 du CCAG-FCS de l'URSSAF IDF.

Article 24. Documents à produire tous les six mois par le titulaire

En application des articles L. 8222-1 et D.8225-5 du code du travail et de l'article 23 du CCAG-FCS de l'URSSAF IDF, le titulaire produira après l'attribution du marché, puis tous les six (6) mois :

Pour les opérateurs établis en France :

1. **Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale** prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale ;
2. **Lorsque l'immatriculation du titulaire au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :**
 - ✓ Le numéro unique d'identification délivré par l'INSEE ;
 - ✓ Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
 - ✓ Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
 - ✓ Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription ;
3. **Dans le cas où le titulaire emploi des salariés étrangers**, les vérifications prévues aux articles L. 8254-1 et L. 8254-3, sont obligatoires si le montant du marché est égal ou supérieur à 5 000 euros hors taxes

Le titulaire produira la liste nominative des salariés étrangers employés qu'il emploie et qui sont soumis à autorisation de travail. Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié :
 - ✓ 1° Sa date d'embauche ;
 - ✓ 2° Sa nationalité ;
 - ✓ 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail
4. **Attestation d'assurance responsabilité civile de l'année en cours.**

Pour les opérateurs établis à l'étranger :

1. **Un document mentionnant son numéro individuel d'identification** attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts. Si le cocontractant n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France ;

2. **Un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement (CE) n° 883/2004 du 29 avril 2004** ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale.
3. **Si l'immatriculation du cocontractant à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation**, l'un des documents suivants :
- ✓ Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;
 - ✓ Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel ;
 - ✓ Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre.
4. **Dans le cas où le titulaire emploie des salariés étrangers**, les vérifications prévues aux articles L. 8254-1 et L. 8254-3, sont obligatoires si le montant du marché est égal ou supérieur à 5 000 euros hors taxes
- Le titulaire produira la liste nominative des salariés étrangers employés qu'il emploie et qui sont soumis à autorisation de travail. Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié :
- ✓ 1° Sa date d'embauche ;
 - ✓ 2° Sa nationalité ;
 - ✓ 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.
5. **Une copie de la déclaration de détachement** transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du code du travail ;
6. **Une copie du document désignant le représentant** mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail